

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2, quai de Verdun – 82 000 MONTAUBAN
Tél 05 63 91 74 40
www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr

Montauban, le 10/08/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection n° 82-22-011 du 06/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AGE DE PIERRE

Lieu dit Boutiques Basses
82160 PARISOT

Références : SV/2022-0911
Code AIOT : 0006805352

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement AGE DE PIERRE implanté Lieu dit Les Peyrières 82160 PUYLAGARDE. L'inspection a été annoncée le 22/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGE DE PIERRE
- Lieu dit Les Peyrières 82160 PUYLAGARDE
- Code AIOT : 0006805352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Les Peyrières » sur le territoire de la commune de PUYLAGARDE est autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2007 pour une durée de 30 ans. La surface de la carrière est de 4 770 m² pour une production maximale de 400 tonnes par an. Les matériaux sont des blocs de pierre (extrait sans utilisation d'explosifs) qui sont dirigés vers l'atelier de taille de pierre exploité à PARISOT par la SARL AGE DE PIERRE. La carrière n'emploie pas de personnel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/07/2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 7	/	Sans objet
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 9.4.1	/	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 9.4.5	/	Sans objet
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 17	/	Sans objet
7	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 19.2	/	Sans objet
8	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 19.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 12	/	Sans objet
5	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à exploiter son site avec un peu plus de rigueur afin de satisfaire à l'ensemble de ses obligations. L'activité d'extraction se déroule lors d'une campagne unique d'un mois en août. Le reste de l'année le site est fermé, l'exploitant réalisant une surveillance limitée. Le fait de démonter la batterie de la pelle mécanique et de laisser le réservoir de celle-ci vide permet de limiter le risque de pollution accidentelle.

2-4) Fiches de constats

N° 0 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 7
Thème(s) : Autre, Vérification de la présence du bornage et de la borne de nivellement.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. A cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires, pour vérifier le périmètre de l'autorisation, en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. En complément au bornage prévu à l'alinéa précédent, l'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les cotes minimales de l'extraction autorisée.
Constats : L'exploitant présente le plan d'exploitation de janvier 2006 et de juin 2015 réalisé par le cabinet de géomètre LBP Étude et conseil situé à Villefranche-de-Rouergue (12200). L'exploitant précise que deux bornes (une en pierre et l'autre OGE) sont visibles, mais ne sont pas situées sur l'emprise de la carrière. L'inspection a bien constaté la présence d'une borne OGE installée sur la parcelle voisine dans le cadre d'implantation des autres bornes d'après les commentaires de l'exploitant, mais n'a pas pu constater la présence des autres bornes mises en place. L'exploitant devra réaliser un débroussaillage au niveau de ses bornes permettant de constater leurs présences et de s'assurer que celles-ci restent visibles et en bon état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 9.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, vérification de la hauteur des front et cote de fond de fouille
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction consiste à extraire les matériaux en un front de 1 à 5 m de hauteur jusqu'à la cote 376 NGF en fond de fouille.
Constats : L'inspection constate que les fronts ont une hauteur comprise entre 2 et 5 m. Concernant le fond de fouille, le plan présenté par l'exploitant indique une cote de 376,46 mNGF, respectant la cote de fond de fouille. Néanmoins, ce plan n'ayant pas été actualisé depuis 7 ans, l'exploitant devra justifier que la cote de fond de fouille de la carrière ne soit pas dépassée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 9.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, vérification de la bande de sécurité / canalisation de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une bande de terrain de 20 mètres par rapport à l'axe de la canalisation de gaz située en partie ouest de la carrière, est laissée hors exploitation.
Constats : L'exploitant indique que la canalisation de gaz a été installée après la création de la carrière. Il précise qu'une bande de 20 m a été mise en place afin de respecter la distance d'isolement avec mise en place de piquet délimitant la zone à préserver et laissée hors exploitation. L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier la présence de cette délimitation, en raison d'une végétation dense. L'exploitant précise que cette délimitation peut être reconduite gratuitement par le gestionnaire de la canalisation et sur simple demande. L'exploitant déclare qu'il va redemander cette intervention lors de la déclaration annuelle d'activité envoyée vers le 15 juillet pour travaux du mois d'août. L'inspection demande à l'exploitant la transmission d'une copie de ce courrier, et de justifier du respect de cette bande de 20 m.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, présence d'une barrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès du site d'exploitation doit être équipé de barrières fermées en dehors des heures d'activité.
Constats : L'inspection constate que le site est fermé par une barrière réalisée par 3 fils de barbelé et l'affichage réglementaire est apposé à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Présence affiche interdiction d'accès au public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès, et en tout autre point défini, en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'inspection constate la présence de panneau interdisant l'accès au site, ces panneaux ne sont pas spécifiques aux carrières. L'exploitant précise qu'il va se renseigner pour actualiser et remplacer l'ensemble des panneaux par un modèle spécifique à l'activité de carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, clôture du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès aux terrains faisant l'objet des travaux d'exploitation (décapage, extraction, remblaiement...) est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. (...)
Constats : L'inspection constate la présence d'une clôture réalisée avec 3 fils de barbelé d'une hauteur d'1 m, et d'une haie de ronces sur le périmètre de l'emprise ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 17
Thème(s) : Situation administrative, Présence du plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an, un plan à l'échelle 1/1000ème ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, les côtes NGF des différents points significatifs, les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé, et les pentes des talutages définitifs exécutés, La position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 16 ci-dessus.
Constats : L'exploitant présente le dernier plan d'exploitation qu'il a fait réaliser celui-ci date de juin 2015. L'inspection précise que celui-ci devrait être édité chaque année après la campagne d'extraction conformément à la réglementation et contenant les informations suivantes: les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, les côtes NGF des différents points significatifs, les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé, et les pentes des talutages définitifs exécutés, La position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 16 de l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 19.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système de traitement avant rejets vers le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux récupérées en partie basse du carreau sont dirigées vers un bac décanteur déshuileur avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Ce bac décanteur est nettoyé et curé à la fin de chaque période d'exploitation annuelle de la carrière.</p> <p>Le bordereau d'élimination des déchets récupérés est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces eaux rejetées respectent les prescriptions suivantes :</p> <p>le pH est compris entre 5,5 et 8,5,</p> <p>la température est inférieure à 30°C,</p> <p>les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 101),</p> <p>les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).</p> <p>Les eaux rejetées au milieu naturel doivent faire l'objet d'une analyse annuelle suivant les paramètres susvisés. Les résultats sont à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'aucun dispositif décanteur déshuileur n'a été mis en place conformément à l'arrêté préfectoral. Les eaux récupérées en partie basse du carreau s'évapore et s'infiltre naturellement.</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> le site ne dispose pas d'un décanteur déshuileur, l'exploitant ne réalise aucune analyse de la qualité des eaux pluviales susceptible d'être polluées. <p>L'exploitant évoque des difficultés techniques à mettre en place le système prescrit au regard de la faible activité du site. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'inspection avait déjà demandé la mise en place de cet équipement lors de la visite d'inspection du 5 juin 2008, et que s'il souhaite solliciter une modification des conditions d'exploitations, il lui appartient de déposer s'il le souhaite un Porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation en particulier les difficultés techniques rencontrées et les impacts environnementaux associés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2007, article 19.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du contrôle de teneur en Quartz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle de la teneur en quartz des matériaux extraits est effectué dès le début des travaux d'extraction. Les résultats sont à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne dispose pas d'une analyse de la teneur en quartz des matériaux extraits.</p> <p>Par courriel du 1^{er} juillet 2022, l'exploitant a informé l'inspection qu'une demande d'intervention avait été passé auprès de l'organisme PREVENCEM, l'intervention étant programmé sur 3 jours (du 22 août au 24 août).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

